

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

HH/CH/2012.450

Unité territoriale : UT 21

Subdivision : 3

Nom de l'inspecteur : Hélène HARFOUCHE

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : mail du 12 juillet 2012

Date de l'inspection : 19 juillet 2012

Type d'inspection : ☐ approfondie ou ☒ courante ou ☐ ponctuelle
☐ inopinée ou ☒ annoncée
☒ planifiée ou ☐ circonstancielle

Motif de la planification :

Le contrôle inopiné eau du 1 mars 2012 présente encore des non-conformités.

Société : SPTP

Commune : ST USAGE

A

Activité : Fabrication de panneaux de fibres de bois

Liste des installations inspectées :

Bâtiment de production pour partie.

Stockages extérieurs de bois.

Thème :

eau

Référentiels de l'inspection :

Arrêté préfectoral du 1er septembre 1988 ; article 1.1; 1.2; 2.2; 3.1.3; 3.2.4; 3.3; 3.4.

Arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2011 ; article 1.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. ROSIER : Président de SPTP

M. REYDEL : Directeur du site par intérim

M. ZRIZOU : Responsable QHSE

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

La gestion environnementale du site s'améliore. Les différents stockages de bois, biomasse, cendre sont délimités nettement. Le mode de stockage de la poussière a été revu et le convoyeur qui traversait tout le site pour la transporter a été éliminé.

Cependant, les points suivants restent à améliorer :

Au regard de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2001 :

- la détermination de la ou les solutions techniques retenues pour le traitement des effluents est à fournir (art.1§ 4).

Au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er septembre 1988 :

- des modifications ont été apportées aux installations (chaudière biomasse, activités arrêtées...) depuis la reprise par SPTP sans que cela soit porté à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (art.2.2),
- les consommations d'eau mensuelles ne sont pas relevées et notées sur un registre (art.3.1.3),
- la concentration et le flux de MES sont non-conformes (art. 3.2.4),
- la mesure du débit de rejet n'est pas réalisée en continu car le débitmètre est défectueux selon l'exploitant (art. 3.4).

Suites envisagées :

L'exploitant s'est engagé à déposer avant la fin du premier trimestre 2013, un dossier de mise à jour de ses activités conformément à l'article R512-33 du Code de l'environnement.

Liste des documents établis suite à la visite :

Tableau des constats.
Lettre à l'exploitant.

Date et signature de l'inspecteur : 17 aout 2012

L'inspecteur des installations classées



Hélène HARFOUCHE